

Mandat - Comité consultatif sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques

Contexte

Le *Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques* encadre les critères d'approbation des messages publicitaires, les pratiques promotionnelles de l'industrie et l'adhésion des fabricants aux programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques. Ce règlement a été instauré en 1996 et n'a pas fait l'objet de modifications substantielles depuis.

Au cours de la dernière année, plusieurs cas d'intoxication causés par la consommation de mélanges à la bière à forte teneur en alcool et en sucre ont été recensés. En mars 2018, le décès d'une adolescente qui serait attribuable à une telle intoxication a mené le gouvernement à prendre position sur cette problématique.

C'est ainsi que le 13 mars 2018, des amendements au projet de loi n° 170 ont été annoncés afin d'augmenter les pouvoirs d'intervention de la RACJ à l'égard des cas de fabrication ou de vente de boissons alcooliques de manière non conforme. À la même occasion, la révision du *Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques* a également été annoncée afin de l'actualiser en fonction de la réalité d'aujourd'hui selon deux objectifs : protéger les mineurs et favoriser une consommation responsable. Il a alors été convenu que les milieux intéressés seraient consultés par la RACJ pour la révision de ce règlement.

Ainsi, dans le cadre de la mise en application de la *Loi modernisant le régime juridique applicable aux permis d'alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques*, la RACJ a reçu le mandat de mettre en place un comité consultatif composé de représentants ministériels et de l'industrie, de même que d'intervenants du milieu directement interpellés par la protection des personnes mineures et la santé publique afin de revoir l'ensemble du règlement et de faire des recommandations à la ministre de la Sécurité publique.

Mandat du Comité consultatif

Le mandat du Comité vise précisément à :

- proposer des principes directeurs servant à l'élaboration du projet de *Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques* afin de répondre aux enjeux sociétaux de protection des mineurs et de consommation responsable en lien avec les pratiques évolutives de l'industrie à l'intérieur du champ d'intervention dévolu à la RACJ en vertu de sa loi constitutive et de la LPA.

Pour ce faire, la RACJ souhaite :

- déterminer les principaux enjeux auxquels la société québécoise et l'industrie font face;
- dresser un état de situation des pratiques de l'industrie;
- déterminer l'existence de consensus (le cas échéant) sur des pratiques inacceptables;

- présenter les pratiques d'encadrement à l'extérieur du Québec comparativement à celles qui prévalent au Québec;
- proposer les clarifications possibles selon la portée d'intervention souhaitée;
- documenter les impacts des scénarios proposés sur la société québécoise et l'industrie.

Cadre de réflexion proposée

La RACJ souhaite appuyer les réflexions du Comité dans le respect :

- de sa mission et de son habilitation réglementaire;
- des orientations gouvernementales qui sous-tendent sa mission;
- des enjeux de la société québécoise;
- des réalités de l'industrie.

Composition du Comité consultatif

- Le Comité est présidé par la Secrétaire de la RACJ, M^e Marie-Christine Bergeron et coordonné par madame Lucie Dumas.
- Le Comité est composé de vingt-et-un partenaires qui sont représentés par une quarantaine de personnes issues de divers milieux. La liste est présentée en annexe.

Modalités de fonctionnement

- Quatre rencontres sont prévues selon le calendrier à convenir avec les membres du Comité. Au besoin, d'autres rencontres pourront être prévues selon les besoins manifestés par les membres et l'évolution des travaux.
- Au cours des travaux, le Comité pourra, s'il le juge opportun, procéder à des rencontres avec d'autres experts, chercheurs ou procéder à des entrevues avec des intervenants d'un secteur donné.
- Les documents qui sont présentés aux rencontres du Comité ainsi que le contenu des discussions sont confidentiels. Les membres doivent s'assurer de respecter ce caractère confidentiel. Cette règle n'a pas pour effet d'empêcher les membres de consulter certains collaborateurs dans la mesure où les personnes consultées sont également soumises au respect de la confidentialité.
- Le secrétariat et le soutien aux travaux du Comité sont assurés par la RACJ.
- Les membres du Comité ne reçoivent pas d'honoraires professionnels pour leur participation au comité.

Déroulement des rencontres et de leur préparation

Pour assurer le bon fonctionnement du Comité, la RACJ :

- dirige et anime les rencontres;
- veille à ce que la communication soit harmonieuse entre les membres du Comité et assure une prise de parole équitable entre les membres;
- s'efforce d'atteindre un consensus. À défaut, le Comité pourrait juger pertinent de soumettre certaines recommandations aux autorités en précisant toutefois qu'elles ne font pas l'objet de consensus.

Les membres du Comité s'engagent à signaler et, le cas échéant, à se retirer du ou des comités advenant :

- tout élément de fait ou de droit susceptible d'être considéré comme un conflit d'intérêt réel, potentiel ou apparent, à titre d'exemple tout processus en cours qui amène une personne à se présenter devant le tribunal administratif de la Régie pour une question d'application concernant le Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs de matière de boissons alcooliques ;
- tout changement à son statut qui est susceptible d'affecter son impartialité ou son indépendance.

Le Comité, s'il le souhaite, peut inviter ou consulter d'autres experts, mais ils devront s'engager par écrit à respecter la confidentialité.

Le personnel de soutien au Comité désigné par la Présidente :

- planifie et prépare les rencontres du Comité;
- préparer la documentation pertinente au bon déroulement des rencontres et en assure la transmission préalablement à leur tenue ou la dépose séance tenante;
- produit les comptes rendus et s'assure qu'ils reflètent adéquatement les propos échangés, les suivis et les décisions du Comité;
- assure le suivi aux demandes administratives des membres;
- rédige les modifications réglementaires.

Annexe

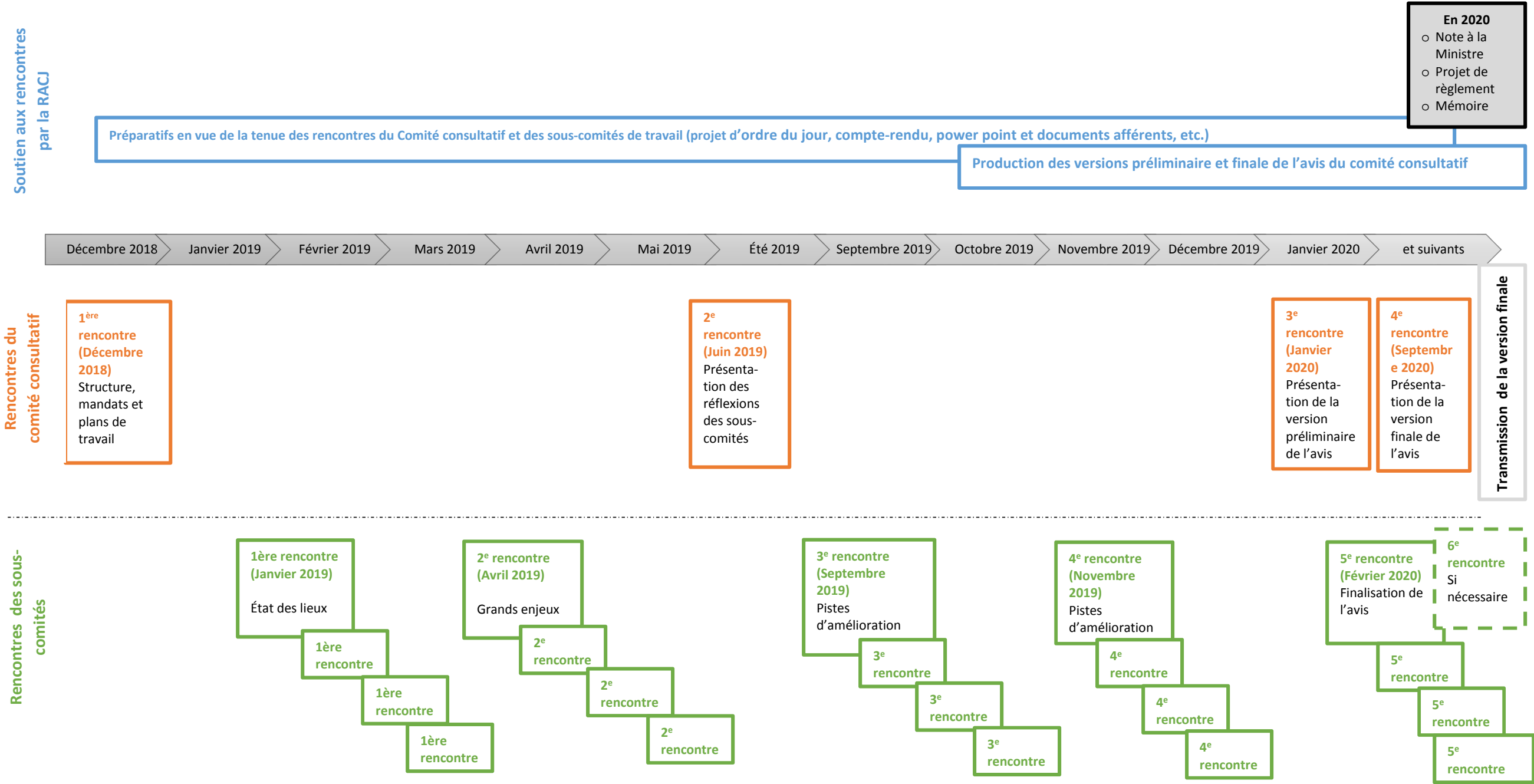
	Représentants désignés	
Industrie		
Association des brasseurs du Québec (ABQ)		
Association des détaillants en alimentation du Québec (ADAQ)		
Association des marchands, dépanneurs et épiciers du Québec (AMDEQ)		
Association des microbrasseries du Québec (AMBQ)		
Association des négociants embouteilleurs de vins (ANEV)		
Association des restaurateurs du Québec (ARQC)		
Conseil canadien du commerce de détail (CCCD)		
Conseil de la transformation alimentaire du Québec (CTAQ)		
Corporation des propriétaires de bars, brasseries et tavernes du Québec (CPBBTQ)		
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI)		
Producteur de cidre du Québec (PCQ)		
Restaurants Canada		
Union des tenanciers de bars du Québec (UTBQ)		
Organisations défendant la santé publique et la consommation responsable		
Association pour la santé publique du Québec (ASPQ)		
Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (CCDUS)		
Éduc'alcool (représentant également le Conseil d'éthique de l'industrie québécoise des boissons alcooliques)		
Ministères et organismes		
Institut national de santé publique (INSPQ)		
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)		
Ministère de l'Économie et de l'Innovation		
Ministère des Finances		
Secrétariat à la Jeunesse (SAJ)		
Secrétariat à la condition féminine (SCF)		
Société des alcools du Québec (SAQ)		

Mandat – Sous-comités sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques

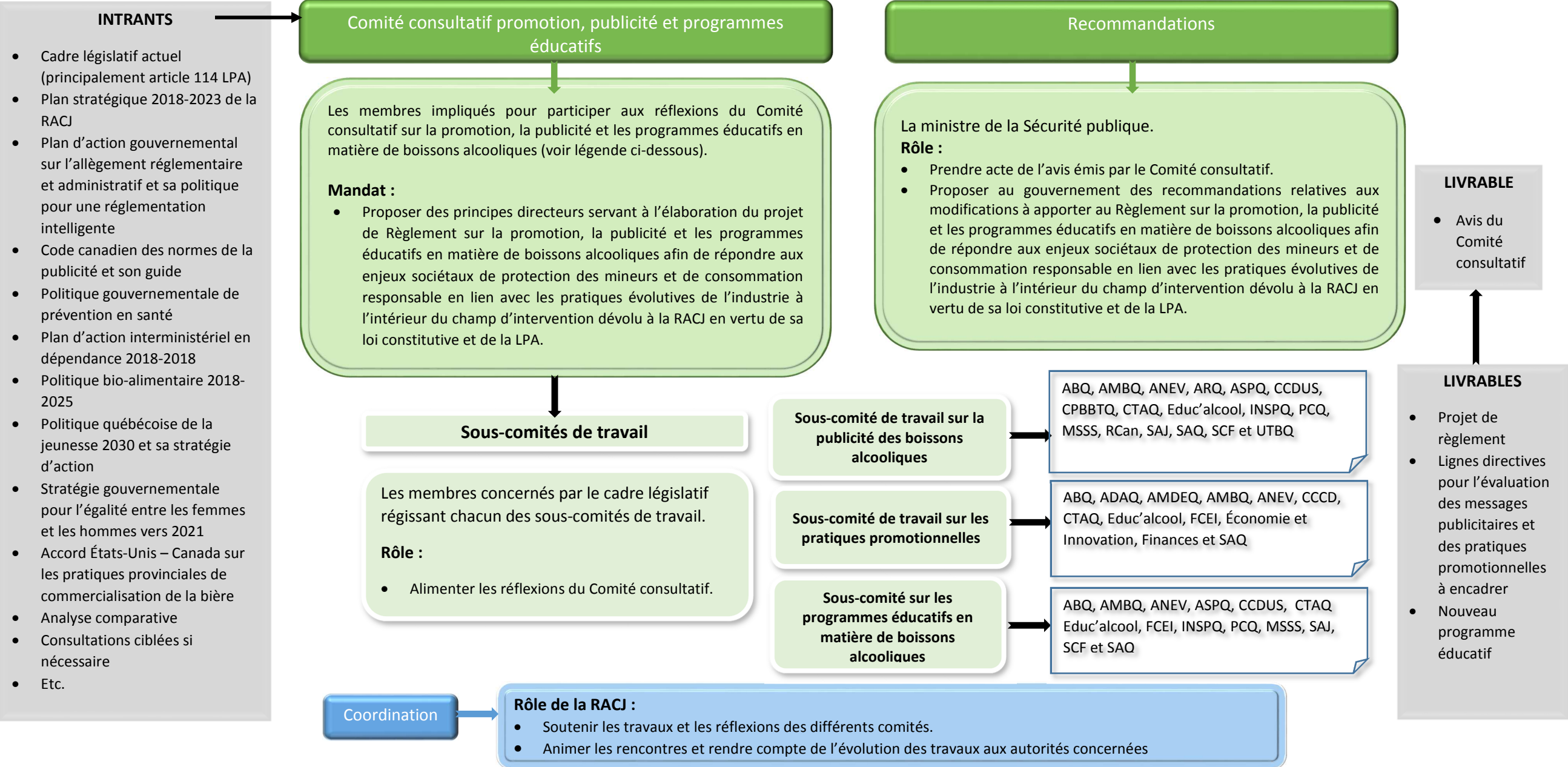
Le mandat des sous-comités vise précisément à alimenter les réflexions du Comité consultatif eu égard à la mise à jour du Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques. De façon plus spécifique, la Régie souhaite, pour chacun des sous-comités :

	Sous-comité sur la publicité des boissons alcooliques	Sous-comité sur les pratiques promotionnelles	Sous-comité sur les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques
Responsabilités	<ul style="list-style-type: none">- Établir un dialogue constructif;- Échanger sur les enjeux sociaux et sur ceux de l’industrie;- Convenir des consensus possibles à l’égard des enjeux soulevés à l’intérieur du champ d’intervention dévolu à la RACJ en vertu de sa loi constitutive et de la LPA;- Proposer des recommandations en vue de soumettre une proposition de modifications réglementaires.		
Mandat	<ul style="list-style-type: none">- présenter les pratiques d’encadrement à l’extérieur du Québec comparativement à celles qui prévalent au Québec;- documenter les impacts sur la société québécoise et l’industrie;- proposer des critères d’approbation des messages publicitaires afin de répondre aux enjeux de protection des mineurs et de consommation responsable à l’intérieur d’un cadre modulable selon les changements observés dans la société en lien des pratiques évolutives de l’industrie;- convenir de lignes directives auxquelles les titulaires de permis seraient appelés à se conformer.	<ul style="list-style-type: none">- examiner les grands enjeux et les défis auxquels l’industrie fait face;- dresser un portrait des pratiques de l’industrie;- présenter les pratiques d’encadrement à l’extérieur du Québec comparativement à celles qui prévalent au Québec;- documenter les impacts sur la société québécoise et l’industrie;- convenir de lignes directives auxquelles les titulaires de permis seraient appelés à se conformer.	<ul style="list-style-type: none">- établir les balises à respecter en cohérence avec l’action gouvernementale en matière de protection et de prévention en s’appuyant sur des données probantes;- dresser un portrait des pratiques des fabricants;- documenter les impacts sur l’industrie;- convenir du type d’implication souhaitée de la part de la RACJ envers les fabricants afin de protéger les mineurs et encourager une consommation responsable au sein de la population.
Membres proposés	ABQ, AMBQ, ANEV, ARQ, ASPQ, CCDUS, CPBBTQ, CTAQ, Educ’alcool, INSPQ, PCQ, MSSS, RCan, SAJ, SAQ, SCF et UTBQ	ABQ, ADAQ, AMDEQ, AMBQ, ANEV, CCCD, CTAQ, Educ’alcool, FCEI, Économie et Innovation, Finances et SAQ	ABQ, AMBQ, ANEV, ASPQ, CCDUS, CTAQ, Educ’alcool, FCEI, INSPQ, PCQ, MSSS, SAJ, SCF et SAQ

Plan de travail - Comité consultatif sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques



Proposition de structure de concertation – Comité consultatif sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques



Légende : Association des brasseurs du Québec (ABQ), Association des détaillants en alimentation du Québec (ADAQ), Association des marchands, dépanneurs et épiciers du Québec (AMDEQ), Association des microbrasseries du Québec (AMBQ), Association des négociants embouteilleurs de vins (ANEV), Association pour la santé publique du Québec (ASPQ), Association des restaurateurs du Québec (ARQ), Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (CCDUS), Conseil canadien du commerce de détail (CCCD), Conseil de la transformation alimentaire du Québec (CTAQ), Corporation des propriétaires de bars, de brasseries et tavernes du Québec (CPBBTQ), Educ'alcool, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), Institut national de santé publique (INSPQ), Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Économie et Innovation), Ministère des Finances (Finances), Producteurs de cidre du Québec (PCQ), Restaurants Canada, Secrétariat à la Jeunesse (SAJ), Secrétariat à la condition féminine (SCF), Société des alcools du Québec (SAQ) et Union des tenanciers de bars du Québec (UTBQ)

Nouvel encadrement des permis d'alcool

Régime actuel	Nouveau régime		
Permis permanents – période d’exploitation annuelle	Permis permanents – période d’exploitation annuelle ou saisonnière	Options	Caractéristiques
Restaurant <ul style="list-style-type: none">Pour vendrePour servir	Restaurant	<ul style="list-style-type: none">TraiteurPour servir	<ul style="list-style-type: none">Possibilité de vendre et de servir des boissons alcooliques sans consommation d’alimentsConditions d’exploitation des options « traiteur » et « pour servir » à prévoir par règlement
Bar	Bar	<ul style="list-style-type: none">S. O.	<ul style="list-style-type: none">Présence de mineurs avec parents jusqu’à 23 h sur la terrasse (au lieu de 20 h)
<div>Avec particularités (théâtre, amphithéâtre, piste de courses, centre sportif, pavillon de chasse)</div>	Accessoire	<ul style="list-style-type: none">Pour servirSans présence de mineurs	<ul style="list-style-type: none">Ouverture aux commerces de biens et de servicesFestivals et grands événementsConditions d’exploitation à prévoir par règlement
Club			
Terre des hommes			
Parc olympique			
Détaillant de matières premières et d’équipements	Centre de vinification et de brassage	<ul style="list-style-type: none">Fabrication domestique	<ul style="list-style-type: none">Autorise la vente de matières premières et d’équipementsAutorise la fabrication domestiqueConditions d’exploitation à prévoir par règlement
Grossiste de matières premières et d’équipements			
Épicerie	Épicerie	<ul style="list-style-type: none">S. O.	<ul style="list-style-type: none">Prolongation des heures de vente des boissons alcooliques à compter de 7 h le matin (au lieu de 8 h)Révision des conditions d’exploitation prévues par règlement
Vendeur de cidre	Vendeur de cidre	<ul style="list-style-type: none">S. O.	<ul style="list-style-type: none">Abrogation du permis après une période de 10 ans à la suite de l’entrée en vigueur de la loi (voir disposition transitoire)
	Livraison	<ul style="list-style-type: none">S. O.	<ul style="list-style-type: none">Conditions d’exploitation à prévoir par règlementAutorise la livraison des boissons alcooliques obtenues auprès d’un restaurant, avec des alimentsAutorise le transport et l’entreposage de boissons alcooliques pour les fins des activités d’un transporteur public (bateau, train, avion)

Comité consultatif sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques

Première rencontre

Ordre du jour amendé

Date : 7 décembre 2018			
Heure : 9 h 30 à 11 h 30			
Endroit : 2525, boulevard Laurier, 6e étage, Salle 6.75			
Sujets		Information Échanges Décision	Documents
1.	Mot de bienvenue		
2.	Présentation du mandat et de la démarche proposée - Mandat et modalités de fonctionnement (Document 1) - Structure de concertation proposée (Document 2)	Information	Remis séance tenante
3.	Désignation des membres au sein des sous-comités de travail	Information	--
4.	Engagement de confidentialité - Formulaire (Document 3)	Information	Remis séance tenante
5.	Plan de travail et fréquence souhaitée des rencontres du comité - Plan de travail proposé (Document 4) -	Information	Remis séance tenante
6.	Période d'échanges	Échanges	--
7.	Clôture de la rencontre		